

Commune de Fabrègues (Hérault)

Débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2018

Le débat d'orientation budgétaire constitue un moment essentiel de la vie d'une commune. A cette occasion, sont notamment définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière, sa politique fiscale. Pour la Commune de Fabrègues, ce document sert à élaborer le budget primitif.

Les objectifs du DOB

Ce débat permet au Conseil Municipal :

- de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels notamment pour les investissements,
- d'être informé sur l'évolution de la situation financière et fiscale.

Les obligations légales du DOB

La tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants. Un budget primitif voté sans être précédé par le DOB est illégal. Une note de synthèse doit être adressée aux élus. Le contenu des débats n'est pas précisé par les textes. **Le DOB doit être adopté par le Conseil Municipal.**

Le contexte général du DOB 2018

En début de mandat, le DOB trace les grandes lignes de notre stratégie financière. Nous avons perdu de nombreuses compétences : voirie entretien, voirie fonctionnement, eau potable, assainissement, incendie, gens du voyage, activité économique, urbanisme, tourisme, risques inondations... La phase transitoire du passage en Métropole est terminée.

L'exercice 2017 qui va nous servir de base pour nos projections illustre parfaitement l'état de nos finances. Les impôts des différentes collectivités (Etat, Région, Département, Métropole) sont élevés, la taxe GEMAPI (risques inondations) est venue s'ajouter aux autres impôts. ***Il ne faut pas aggraver la fiscalité communale.***

L'inflation a été de 1,2 % en 2017. Nous allons tabler sur 1,2 % en 2018, il faudra en tenir compte dans nos prévisions.

L'Etat nous impose de limiter la hausse de nos dépenses de fonctionnement à 1,35 % hors inflation. Ce texte reste ambigu dans son application car cette progression des dépenses doit s'entendre à « périmètre égal ».

Notre Ville de Fabrègues affiche la volonté de respecter les équilibres financiers (En fonctionnement : Recettes supérieures aux dépenses = dégagement d'une épargne), de réduire la dette (pas d'emprunt depuis 8 ans et aucun envisagé jusqu'à la fin du mandat) et de ne pas augmenter les impôts (en dehors de la réévaluation des bases et de la suppression progressive de l'abattement pour la TH).

Il faut surtout faire attention aux frais de fonctionnement de la Commune, chaque élu, chaque chef de service, dans son domaine doit rester économe. De gros efforts ont été faits, il faut chercher encore des économies.

Les nouvelles constructions ont permis de doper nos recettes fiscales sans toucher les taux d'imposition.

L'amende pour l'insuffisance de logements sociaux passe à 360.000 € malgré le projet de la Fabrique.

Des programmes doivent être engagés pour montrer les efforts de la Commune dans ce domaine. Les contraintes sont nombreuses comme le foncier et la qualité des opérateurs susceptibles d'intervenir.

Pour proposer les orientations budgétaires, nous allons dans un premier temps, analyser les résultats de l'année 2017. Ils vont déterminer en grande partie nos marges de manœuvre.

ANALYSE CA 2017 CA FONCTIONNEMENT

DEPENSES	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Achats et services	1 422 278	1 477 761	1 467 748	1 234 595,33	1 102 054,33
Salaires et charges	3 128 428	3 338 840	3 523 098	3 171 452,34	3 074 826,04
Gestion courante	679 238	670 013	668 877	460 251,42	478 073,24
Intérêts emprunts et pénalités	330 109	316 208	421 877	304 452,65	288 890,52
Atténuations de produits	102 996	229 721	129 315	129 993,34	181 442,71
Charges exceptionnelles	230 835	1 200	42 384	20 907,87	18 741,38
Amortissements	336 221	217 457	214 073	188 881,09	192 539,73
Total des charges de fonctionnement	6 230 105	6 251 200	6 467 372	5 510 534,04	5 336 567,95

Le chapitre « Achats et services » a baissé en raison des efforts consentis par les différents services (fêtes et cérémonies, fournitures du technique, énergie...).

Les charges de personnel baissent en raison essentiellement de la renégociation de l'assurance pour cause de maladie et du départ en cours d'année du Directeur des Services Techniques.

Les intérêts d'emprunt diminuent en raison du désendettement de la commune depuis 8 ans. Les autres charges sont relativement constantes.

Soit une baisse des dépenses réelles de 3,34 % (hors charges calculées). La réalisation des charges est en deçà des prévisions du BP.

RECETTES	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Excédents reportés	300 000	400 000	437 138	182 520,01	662 867,03
Atténuations de charges	167 743	142 445	103 505	93 538,16	79 427,92
Produits des services	471 312	503 900	1 018 572	924 233,73	721 180,22
Travaux en régie	104 196	73 786	57 015	56 426,78	40 127,43
Impôts et taxes	4 687 669	4 962 668	4 000 067	4 066 587,38	4 217 873,20
Participations	1 159 664	1 013 907	863 666	719 196,27	647 268,67
Revenus des immeubles	127 802	90 828	81 219	81 187,45	95 837,01

RECETTES	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Produits financiers				12 083,08	12 083,08
Produits exceptionnels	600 484	30 333	106 782	14 450,00	18 794,49
Total des produits de fonctionnement	7 987 730	7 197 867	6 667 964	6 150 223,14	6 495 459,05

Les recettes sont globalement supérieures à nos prévisions (principe de prudence dans l'élaboration du BP) mais en réalité **les recettes réelles sont en baisse de 2 % pour 2017 en comparaison à 2016** (hors excédents reportés, hors travaux en régie).

Les excédents reportés étaient élevés pour se donner une marge de manœuvre. Les atténuations de charges liées aux remboursements des frais de personnel sont en baisse sensible.

Les produits et services sont en diminution en raison de la fin des transferts de la Métropole. Par contre à noter des recettes excellentes pour la cantine (+120 000).

Les impôts et taxes, en forte progression (+151 000), sont supérieurs à nos prévisions avec un niveau très satisfaisant sur les droits de mutation.

Les produits financiers correspondent au fonds de soutien pour compenser la pénalité de renégociation de la dette (pendant 12 ans).

Les participations en baisse montrent le désengagement de l'Etat pour l'aide aux communes (Dotation Globale de Fonctionnement). Elles vont se stabiliser en 2018.

Le résultat de clôture du fonctionnement 2017 est un excédent : + 1 158 891,10 (+ 662 867,03 € en 2016).

En éliminant les opérations d'ordre (excédents reportés, travaux en régie), pour les seules opérations de l'exercice, **l'excédent 2017 est de 648 437 € (+ 589 623 € en 2016). Il couvre le capital de la dette 354 447 €** ce qui est excellent. Il traduit une légère amélioration de notre fonctionnement.

CA INVESTISSEMENT 2017

DEPENSES	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Déficit reporté année précédente	0	0	0	0	0
Remboursement des emprunts	324 695	323 749	337 271	339 761	354 447,83
Renégociation emprunt			2 646 313		
Subventions accordées	13 283	2 500		7 518	9 000
Subvention rapportée au résultat	368 860				
Investissements, frais d'études (équipements, voirie, constructions, terrains...)	3 722 922	1 008 856	1 495 374	482 830	488 446,18
Total des dépenses d'investissement	4 429 760	1 335 105	4 478 958	830 109	851 894,01

Nb : hors voirie Métropole.

RECETTES	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Excédent fonctionnement N-1	912 533	1 357 625	510 324	0	0
Excédent investissement N-1	2 632 467	269 034	1 091 175	796 702	581 684,13
FCTVA et TLE	313 736	329 406	182 812	254 794	98 032,17
Subventions et PAE	274 454	189 046	376 090	138 827	62 302,52
Renégociation emprunt	0	0	2 646 313	0	0
Emprunts nouveaux	0	0	117 190	430	520
Amortissements	336 221	217 457	214 073	188 881	192 539,73
Voirie prise en charge par MMM			100 623	48 085	0
Cessions	229 384	0	37 057	7 250	
Total des recettes d'investissement	4 698 795	2 363 418	5 275 657	1 434 971	935 078,55

Peu d'investissement en 2017. Essentiellement travaux sur les bâtiments, matériel de transport, réseau d'électrification, immobilisations corporelles, travaux de voirie avec la Métropole.

Il faut tenir compte de **restes à réaliser** en investissement (travaux engagés et non payés) pour un montant de **61 500 €**.

Soit un excédent pour l'investissement de 83 184,54 € pour 2017.

Il sera ajouté à l'excédent du fonctionnement de **+ 1 158 891,10 €**.

Le solde cumulé de l'investissement et du fonctionnement 2017 est de 1 242 075, 64 € (1 244 551 € en 2016 + 997 293 € en 2015).

Cet excédent 2017 devrait nous permettre de passer 2018 sans augmentation des impôts (neuvième année consécutive) et sans nouvel emprunt (neuvième année consécutive hors renégociation de la dette).

Seule la suppression des abattements pour la taxe d'habitation viendra augmenter cette taxe pour les 20 % de familles non exonérées (+ 67 € par an).

Quels sont nos objectifs pour 2018 ?

Notre fil conducteur sera comme chaque année les RRF (Recettes Réelles de Fonctionnement), ce sont les revenus récurrents de la Commune. Les RRF correspondent à la trésorerie qui entre dans les caisses de la Commune chaque année et qui sont liées au fonctionnement. On élimine les excédents reportés, les travaux en régie, les produits exceptionnels liés aux cessions.

Années	2014	2015	2016	2017	2018
RRF en Millions d' €	6,69	6,14	5,9	5,792	5,9

Tablons sur une croissance de 2 %.

Les objectifs de gestion

Ces objectifs restent les mêmes malgré la conjoncture et les transferts à Montpellier Méditerranée Métropole. Il sera impératif de maintenir un autofinancement suffisant qui couvre le remboursement de la dette.

Les frais de personnel qui représentent notre plus gros poste de charges doivent être inférieurs à 50 % des RRF

Le poids de l'annuité doit rester en dessous de la barre de 15 % des RRF

Pas d'endettement sur la durée du mandat

Les charges à caractère général doivent être inférieures à 25 % des RRF

L'autofinancement doit couvrir le remboursement de la dette

La pression fiscale doit rester inférieure à la moyenne régionale dans notre strate

Respecter l'équilibre fondamental d'une bonne gestion, dégager une épargne nette :

RRF > DRF + Capital remboursé des emprunts

Frais de personnel

Ils intègrent les salaires, les charges sociales, l'assurance pour couvrir les absences maladies et sont diminués des atténuations de charges (remboursements de l'assurance). Une hausse technique annuelle de l'ordre de 3 % est prévisible (changements de grade, évolution indiciaire des salaires).

Pas d'embauche envisagée en 2018 sauf pour le remplacement du personnel (retraite, maladie).

Les frais de personnel liés aux rythmes scolaires sont considérés stables entre 2017 et 2018.

Années	2014	2015	2016	2017	2018
Frais de personnel en M €	3,2	3,07	3,03	2,99	3,16
et %	47,8%	50 %	51%	51,7%	53,5%

Le plafond de 50 % des RRF n'est pas respecté. Si les 350 000 € prélevés par la Métropole pour la voirie étaient prélevés en investissement, le ratio serait correct pour 2018 à 50 %.

Poids de la dette

Notre dette est de 6,7 millions d'€ au 1^{er} janvier 2018 soit 957 € par habitant (calcul pour 7 000 habitants). Le taux moyen d'intérêt est de l'ordre de 4 %. Il nous faut 10 ans en 2017 pour rembourser nos emprunts avec notre épargne brute (plafond 12 ans). 7 ans si on retraits la voirie prélevée indument sur le fonctionnement.

Il n'y aura pas d'emprunt en 2018 pour la neuvième année consécutive. Nous allons de ce fait, diminuer l'endettement de 330 000 € en 2018.

Années	2014	2015	2016	2017	2018
Annuités en Milliers d' €	636	641	632	631	631
% RRF (norme 15 %)	9,5 %	10,4%	10,7%	10,9%	10,68%

Le montant de l'annuité est faible par rapport à nos recettes réelles (mais la durée moyenne est de 18 ans) ce qui traduit une capacité d'emprunt pour la Commune.

Le montant de l'annuité sera stable jusqu'à la fin du mandat avec un montant de 630 000 € moins les 12 000 € du fonds de soutien. **Il n'est pas envisagé de nouvel emprunt dans cette mandature.** Les investissements seront financés par l'autofinancement, les subventions et les cessions.

L'objectif des 15 % des RRF est respecté.

Charges à caractère général

Années	2015	2016	2017	2018
Montants en €	1 467 748	1 234 600	1 102 054	1 135 000
% des RRF	24,8 %	21 %	19 %	19,3%

C'est un chapitre très difficile à maîtriser. Il est le résultat de nombreux décideurs (administration, services techniques, écoles, communication...).

Il faudrait rester en deçà de 1,1 M€ en 2018.

Il était prévu 1 321 000 € en 2017, ***nous avons réalisé 1 102 054 soit 19 % des RRF (moyenne nationale 26 %). Ce résultat est excellent compte tenu de la baisse des RRF,***
Il montre la rigueur de gestion de notre administration. Ce montant baisse depuis 3 ans.
L'objectif sera respecté en 2018, le poste sera de l'ordre de 1 135 000 € compte tenu des transferts soit moins de 20 % des RRF.

L'autofinancement

Il doit couvrir le remboursement du capital de la dette et permettre de faire des investissements sans emprunt. Il est impacté par le transfert de la voirie. Il faudrait qu'il avoisine les 700 000 € (amortissements + virement à l'investissement).

Une bonne gestion nécessite un flux de trésorerie généré par l'exercice qui couvre le capital de la dette (350 000 €). ***Cet objectif sera respecté. Le budget présenté tend vers un équilibre des RRF = DRF + remboursement du capital de la dette.***

Niveau des impôts

La perte de la CFE (Contribution Foncière d'Entreprise) nous laisse comme seul levier fiscal la taxe d'habitation, la taxe foncière et les droits de mutation. Les nouvelles constructions commencent à soulager nos finances car les infrastructures correspondantes sont en place.

Il faudra payer en 2018 à la Métropole la GEMAPI.

La comparaison des taux classe Fabrègues largement en tête.

TAUX D'IMPOSITION 2017 STRATE 5000 HABITANTS ET PLUS		
COMMUNES	TAXE D'HABITATION	TAXE FONCIÈRE
FABRÈGUES (taux de 2010 à 2017)	14,70	20,35
Cournonterral	21,37	23,34
Gigean	23,07	27,54
Pignan	17,33	23,51
Saint Georges d'Orques	21,39	24,50
Saint Jean de Védas	14,11	25,10
Villeneuve lès Maguelone	23,74	38,93
Grabels	19,87	27,52
Juvignac	21,01	35,49
Castelnau le Lez	16,43	34,05
Vendargues	17,27	21,02
Montpellier	22,49	31,18
Pérols	20,31	31,81
Jacou	20,84	24,84
Castries	15,25	25,34

Une crainte pour l'avenir, c'est la disparition de la taxe d'habitation et une compensation figée par l'état. La Commune va perdre sa flexibilité fiscale. Seule la taxe foncière pourra être utilisée comme levier fiscal.

A souligner que la Métropole prélève une taxe d'habitation de 12,08 % et une taxe foncière de 0,167 % sur le bâti et 5,69 % sur le non bâti et la GEMAPI à compter de 2018.

Nous proposons pour la neuvième année consécutive de ne pas augmenter les taux d'imposition en 2018.

Cela est possible à l'aide de nos excédents reportés qui s'élèvent à 1,2 millions d'euros.

Nos recettes fiscales seront tout de même en hausse en raison de la variation des bases (valeurs locatives fixées par l'Etat avec une hausse prévisible de 1 % en 2018), **par la disparition des abattements sur la taxe d'habitation**, et par les impôts payés par les nouveaux contribuables.

Nous devons aussi mieux exploiter notre parc de logements à louer (appartement de la poste). Il est envisagé de vendre dans la mandat l'ancienne caserne et le terrain aux Campanelles pour la nouvelle maison de retraite soit près de 1,5 millions d'euros de recettes.

Epargne nette

Un petit rappel théorique.

Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie « Appelée aussi "autofinancement brut". L'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement (en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement).

Épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, ou épargne brute après déduction des remboursements de la dette. **Elle mesure l'épargne disponible pour les investissements après financement des remboursements de dette.** Elle traduit l'équilibre : RRF-DRF > Capital dette à rembourser.

EPARGNE	2016	2017	2018
Epargne Brute RRF-DRF	589 623	648 437	650 000
Epargne Nette RRF-DRF- Amortissement dette	249 862	293 989	320 000

L'épargne nette ne prend pas en compte les excédents de fonctionnement reportés. Les travaux en régie sont exclus. Elle nous permet d'investir sans solliciter les emprunts.

Si le transfert de l'entretien de la voirie était inscrit en investissement (logique), notre épargne augmenterait mécaniquement de 350 000 €.

Projection du BP Fonctionnement pour 2018 en fonction des objectifs de gestion :

Dépenses de fonctionnement BP 2018	en €
Charges à caractère général	1 170 000
Salaires et charges sociales	3 200 000
Charges de gestion courante	600 000
Frais financiers	280 000
Amortissements	242 000
Autofinancement (virement à l'investissement)	500 000
Dépenses imprévues	140 000
Atténuations de produits	365 000
Charges exceptionnelles	10 000
Total	6 507 000

Recettes de fonctionnement BP 2018	en €
Excédent fonctionnement reporté de 2017	580 000
Atténuations de charges	40 000
Produits des services	680 000
Travaux en régie	40 000
Impôts et taxes	4 400 000
Participations	650 000
Produits financiers	12 000

Recettes de fonctionnement BP 2018	en €
Revenus des immeubles	95 000
Produits exceptionnels	10 000
Total	6 507 000

Le Budget Primitif du fonctionnement sera calculé sans augmentation des impôts locaux. Nous profiterons tout de même de la réévaluation des bases cadastrales (+ 1 %). Nous envisageons une stabilité des droits de mutation. ***Le BP prend en compte l'amende pour les logements sociaux, le plafonnement des dépenses à 1,35 % hors inflation.***

Projection du BP Investissement 2018

RECETTES

Recettes	Montants
Virement du fonctionnement 2018	500 000 €
Amortissements 2018	242 000 €
Excédent reporté investissement 2017	83 184 €
Excédent reporté fonctionnement 2017 (affectation du résultat)	578 891 €
PUP La fabrique	150 000 €
Taxe d'aménagement	30 000 €
FCTVA	60 000 €
FSIL (accessibilité)	30 000 €
TOTAL RECETTES	1 674 075 €

DEPENSES

	OBJET	MONTANT PROJETS
Espaces publics / aménagement	Cimetière vieux - enrobé (tranche 1)	20 000 €
	Skate-park	7 000 €
	ALSH aménagement extérieur	24 000 €
	Parcours de santé (jeux – poubelles – plantations)	11 100 €
	Remplacement poubelles (lac – jardin public)	1 500 €
	Réhabilitation Monument aux morts	10 000 €
	Renouvellement plaques de rue	2 000 €
	SOUS TOTAL TRAVAUX	75 600 €
Bâtiments	Travaux accessibilité ERP	70 000 €
	Travaux éco énergie	55 000 €
	Cour de l'Ecole « La Formigueta »	200 000 €
	Système alarme – Préfecture	3 000 €
	Opération façade	15 000 €
	Contentieux crèche	2 000 €
	Gradins stade	30 000 €
	Abatage cyprès – création d'un mur	20 000 €
	Renovation façade club house ASF	5 600 €
	Archives	70 000 €
	Portillon, clôture salle de musculation	3 000 €
	Aménagement logements	7 200 €
	Réhabilitation logement des Campanelles	90 000 €

DEPENSES

	OBJET	MONTANT PROJETS
Bâtiments	Alimentation électrique local athlétisme	3 000 €
	Rideaux – Centre José Janson	3 000 €
	Menuiserie	4 000 €
	Hôtel de Ville	60 000 €
	Provision Rénovation bâtiments (mairie, cantine...)	344 875 €
	SOUS TOTAL Bâtiments	985 675 €
Mirabeau	Subvention budget annexe Mirabeau	100 000 €
	SOUS TOTAL Mirabeau	100 000 €
Véhicule	Festivités / Services Techniques – camion plateau	30 000 €
	Police	15 000 €
	Camion frigorifique	15 000 €
	TOTAL	60 000 €
Equipements	Achat équipements services techniques	3 500 €
	Toulousaines + matériel festivités	6 000 €
	ALSH /ALP /SJ équipements	5 000 €
	Estrade	6 000 €
	Médiathèque	5 000€
	ALSH (équipement extérieur)	5 000 €
	CMJ	1 200 €
	Cuisine	6 500€
	Autolaveuse gymnase	7 600 €
	Armement PM	4 000 €
	Service entretien	7 500 €
	SOUS TOTAL EQUIPEMENT	57 300 €
Matériel informatique	Renouvellement parc informatique	10 000 €
	Logiciel cuisine	5 000 €
	Micro + sono manifestation	5 000 €
	Site internet / Appli smart phone	2 500 €
	Logiciel cimetièrre	5 000 €
	SOUS TOTAL INFORMATIQUE	27 500 €
Dette	Capital de la dette à rembourser	328 000 €
Opérations d'ordre	Travaux en régie	40 000 €
		1 674 075 €

Il faudra créer un budget annexe pour l'opération Mirabeau. Le but est d'assurer une parfaite transparence pour les fonds européens, régionaux, départementaux et métropolitains. Cela facilitera la récupération de TVA. La commune aura un numéro d'identification à la TVA.

Pour assurer l'équilibre de ce budget annexe, le budget général va accorder 100 000 € de subvention en fonctionnement et 100 000 en investissement pour 2018.

Sur 4 ans, la Commune apportera 600 000 € au budget annexe Mirabeau. Ce montant sera atténué si nous obtenons par le CNE des partenariats privés. Nous voterons ce budget annexe avec le budget général.

Il faut ajouter à ces investissements les travaux de voirie de **350 000 €** qui seront financés par Montpellier Méditerranée Métropole et consacrés à la route de Cournonterral.

Nos finances sont caractérisées par une dégradation financière liée au désengagement de l'état, à l'augmentation des normes (accessibilité, logement sociaux, sécurité...), aux transferts vers la Métropole, à la faiblesse de notre levier fiscal. Rappelons que depuis 9 ans les taux sont inchangés, depuis 9 ans nous n'avons fait aucun emprunt malgré de nombreuses réalisations.

Conservons la même philosophie financière : notre mandat est ambitieux, nos moyens sont limités, gérons et bâtissons avec raison en respectant les équilibres.